

FEUILLES ANTARCTIQUES

NUMERO 1

LES
FLEURS
ARCTIQUES

**FEUILLE ANTARCTIQUE
NUMERO 1**

SPECIAL SNU

**SEMAINE DU 18 AU 24 MAI 2020
LES FLEURS ARCTIQUES**

Introduction

Cette semaine, pour inaugurer la première Feuille Antarctique des Fleurs Arctiques, nous vous proposons de nous intéresser d'un peu plus près au SNU (Service National Universel). Promesse de Macron depuis la campagne présidentielle de 2017, soutenue par toute la classe politique, de gauche à droite, le SNU a bien commencé à se mettre en place. L'année dernière déjà, des enfants entre la troisième et la seconde ont suivi cette nouvelle forme du service militaire. Jusqu'à son statut obligatoire prévu pour 2022 pour les 400 000 enfants de cette classe d'âge, le SNU est pour l'instant « sur la base du volontariat ». C'est à dire sur la base de la pression familiale, publicitaire et scolaire qui incite à se porter volontaire pour profiter de cette occasion pour voyager, apprendre à devenir un bon citoyen, à respecter la nation, l'armée et les couleurs du drapeau. Bref, ce discours promotionnel plein de patriotisme et de sens du devoir envers la nation devrait déjà faire réagir n'importe quelle personne qui s'intéresse un tant soit peu aux questions antimilitaristes et antiautoritaires. Le SNU, encore donc en phase de test, est nouveau pour beaucoup, mais la question du refus du service militaire elle, ne date pas d'hier. C'est l'occasion de se replonger dans toutes les questions qui ont traversées le siècle dernier, la désertion, la mutinerie organisée, ou encore plus récemment l'objection de conscience et l'insoumission.

Si l'année dernière l'étape en caserne s'était déroulée en pleine période de canicule, donnant lieu à de nombreux évènements et malaises, cette année, le SNU va devoir s'accorder avec la pandémie de SARS-CoV-2 en cours. Mais hors de question pour Gabriel Attal, chargé de la mise en place du SNU, de l'annuler pour autant. On ne perd pas aussi facilement l'occasion d'endoctriner une génération d'adolescents ! Pour le moment, ce qui semble s'organiser pour cette prochaine phase de test prévue pour concerner plusieurs dizaines de milliers de « volontaires », c'est l'inversion des périodes de service civique et d'entraînement militaire, afin de mettre à exécution un des objectifs du SNU : mettre à disposition du gouvernement toute une population de jeunes gens entraînée et dévouée pendant une situation de crise. Une armée de réserve jeune et dynamique, en quelque sorte, qui ici mettra ses membres au pas de charge face au nouveau coronavirus, dans les hôpitaux, pour des dépistages à domicile, pour la nation ! Avec un peu de chance, leur seront distribués des petits masques bleus-blancs-rouges « SNU »... Une chose est sûre, un des objectifs du SNU sera aussi de mettre au pas et à la discipline tout une génération, de « tenir les jeunes », cette population incertaine et imprévisible dont sont partis les mouvements les plus offensifs de ces 20 dernières années. L'ordre, l'apprentissage des bonnes manières et la tenue sont les

objectif principaux de ce service militaire moderne, mélangés à l'apprentissage des premiers secours et à des cours de code de la route. Tout semble être mis en œuvre pour que ces objectifs soient atteints, même si cela doit faire prendre des risques sanitaires évident à toute une partie de la population.

Nous vous proposons donc quelques textes autour de cette question, que nous avons déjà abordée à la bibliothèque à l'occasion de discussions, projections et permanences. Ils ont été écrits avant que l'épidémie ne commence à se propager et il faut donc comprendre que les informations sur le prochain cycle du SNU ne sont pas forcément à jour. Aussi, les textes proposés ici ne sont pas tous les textes critiques du SNU, il en existe évidemment bien plus même si, pour l'instant, le SNU est un sujet assez peu abordé par le milieu anti-autoritaire. Nous attendons vos retours et vos réflexions à la lecture de ces textes. Et si vous en connaissez d'autres intéressants sur cette question, n'hésitez pas à nous les faire parvenir !

Pour commencer, il serait possible de relire les deux appels à discussions sur le SNU, le premier appelé *Contre le service militaire 2.0, contre l'encasernement, pour l'insoumission*. Le suivant, *Objection, insoumission et anti-militarisme* qui appelait plus largement à réfléchir sur les luttes antimilitaristes et

les moyens collectifs et individuels de se soustraire aux services militaires des années passées.

Si l'on souhaite se replonger dans les écrits anarchistes des siècles précédents, il est toujours intéressant de relire *Dieu et l'État* de Michel Bakounine, que nous avons pu lire en groupe de lecture au début de l'existence de la bibliothèque. Et si vous le connaissez déjà par cœur, relisez au moins le chapitre « La nouvelle Eglise : l'École », qui réfléchit à la question de ce qu'est l'école, l'éducation, et son lien avec l'État.

Si Bakounine s'intéressait à cette institution nouvelle qu'était alors l'école publique, gratuite et obligatoire, tout en réfléchissant à des questions bien plus intemporelles, on pourrait aussi s'interroger sur les transformations récentes de l'école en France. Si l'école s'adapte toujours aux besoins du capitalisme en terme de mains d'œuvre notamment, l'école d'aujourd'hui n'est plus le lieu où l'on forme les ouvriers qualifiés mais plutôt où l'on cherche à faire des travailleurs qui ont ou non des « compétences », notion désormais centrale dans la rhétorique de l'Éducation Nationale ces dernières années. Pour approfondir cette idée, on pourra notamment lire *L'école est un piège, un chausse-trappe à enfants*, écrit pour nourrir la discussion du 29 mars 2016, appelée

« Identité, pédagogie, racisme et école de la république », proposée à l'ancienne bibliothèque anarchiste La Discordia.

Il serait aussi intéressant de lire les différents textes que l'on peut trouver dans la rubrique « Contre le SNU, contre l'État » sur le site Non Fides. On y trouvera par exemple quelques affiches détournées de l'armée, à lire, imprimer et coller à volonté. On peut aussi y retrouver quelques noms d'associations qui, par un partenariat officiel et public avec l'État, travaillent à la mise en place du SNU.

Dans cette liste (Croix Rouge Française, Animafac, Croix Blanche, UCPA, etc.), on y retrouve aussi des noms célèbres dans la collaboration étatiques pour la gestion des prisons ou des CRA. Dans le numéro 0 du zine La Sinse, sorti en décembre dernier, on retrouve la liste de ces associations, accompagnée d'une petite réflexion sur *La militarisation de nos vies*.

On pourrait aussi lire le tract intitulé *Refusons le SNU !*, écrit par Des passagers-clandestins-d'une-société-à-l'amélioration-et-à-la-générosité-de-laquelle-ils-ont-renoncé, et qui a été distribué à l'occasion des manifestations de ces derniers mois pour la réforme des retraites.

Enfin, il serait dommage de rater les deux textes sur le SNU dans le numéro 2 du

journal *De Passage*. L'un écrit par les Jeunes Libertaires de Toulouse appelé sobrement *Contre le SNU !* L'autre écrit par De Passage et publié sous le titre de *La gâchette et l'acné*, avec le sous-titre *Le SNU considéré comme un arbre et les dispositifs Armée – Jeunesse comme une forêt*, réfléchit au lien historique entre la jeunesse et l'armée. Ces deux textes sont disponibles à la deuxième page du numéro 2 du journal.

En complément de ces propositions de lecture, on pourra écouter l'émission de radio *Des cailloux dans l'engrenage* de ce mercredi 20 mai, dédiée spécialement au SNU : *Non au service national universel (à 16 ans)*. Émission initialement prévue pendant le confinement, elle propose d'analyser cette nouvelle forme d'embrigadement militarisant et la manière dont elle s'adaptera à la pandémie en cours. Elle sera diffusée en direct sur Radio Libertaire de 14h à 16h et sera rediffusée certainement sur le site de l'émission. Pour terminer, et pour réfléchir plus largement aux questions de l'enfance, de la famille, de l'enfermement, de l'aliénation par l'école et l'armée, on vous recommande le film *The Wall* que nous avons déjà projeté il y a deux ans..

N'hésitez pas à nous faire des retours sur ces propositions ou à nous en faire d'autres complémentaires. A la semaine prochaine et au plaisir de vous voir aux permanences du jeudi ou du dimanche !

Récapitulatif

p. 8 : *Contre le service militaire 2.0, contre l'encasernement, pour l'insoumission*

<https://lesfleursarctiques.noblogs.org/?p=1438>

p. 10 : *Objection, insoumission et anti-militarisme*

<https://lesfleursarctiques.noblogs.org/?p=1550>

p.12 : *Dieu et l'Etat*, chapitre *La nouvelle Eglise : l'Ecole*

https://www.non-fides.fr/?Dieu-et-l-Etat#outil_sommaire3

p.16 : *L'école est un piège, un chausse-trappe à enfants*

<https://ladiscordia.noblogs.org/files/2016/03/pedagogie.pdf>

p. 20 : Discussion de *La Discordia Identité, pédagogie, racisme et école de la république*

<https://ladiscordia.noblogs.org/programme-de-mars-2016/>

p. 21 : Quelques affiches détournées de l'armée

<https://www.non-fides.fr/?Quelques-affiches-contre-le-SNU-et-l-armee>

des propositions de lecture autour du SNU

p. 26 : *Qui sont les collabos associatifs du SNU ?*

<https://www.non-fides.fr/?Qui-sont-les-collabos-associatifs-du-SNU>

p. 27 : *La militarisation de nos vies*

<https://lasinse.noblogs.org/post/2019/12/20/la-militarisation-de-nos-vies/>

p. 28 : Tract *Refusons le SNU !*

<https://www.non-fides.fr/?Refusons-le-SNU>

p. 30 : Texte *Contre le SNU et La gâchette et l'acné*

<https://depassage.noblogs.org/files/2020/01/De-Passage-2-1.pdf>

p. 34 : Emission radio du mercredi 20 mai : *Non au service national universel (à 16 ans)*

<http://cailloux-radio-libertaire.org/>

p. 35 : Texte de présentation du ciné-club de *The Wall*

<https://lesfleursarctiques.noblogs.org/?p=683>

Contre le service militaire 2.0, contre l'encasernement, pour l'insoumission

« Il n'y aura pas d'insoumis, au sens pénal du terme, il n'y aura que des jeunes ayant échoué – à un moment de leur trajectoire – à comprendre le plein sens des valeurs d'égalité et de fraternité, passagers clandestins d'une société à l'amélioration et à la générosité de laquelle ils apparaîtront comme ayant renoncé. »

Le Service National Universel, SNU, arrive bientôt dans la réalité de notre quotidien. Aujourd'hui plus que jamais, les pubs pour l'armée sous ses diverses formes poussent sur les abribus, sur les panneaux publicitaires, et dans les « salons de l'étudiant », l'armée est présentée comme une solution au désœuvrement et à l'échec scolaire, un environnement sain où l'on va pouvoir prouver sa valeur à soi et à la société tout en faisant le Bien. Une propagande éculée est vomie à nouveau dans une sauce modernisée, avec inclusivité et anti-racisme (sur les affiches seulement, on imagine...) pour les besoins du moment. Et plus le temps passe, plus l'armée devient à nouveau normale, acceptable, voire potentiellement désirable, elle qui, depuis les années 90, avait fini par perdre globalement son aura auprès de tout un chacun, processus finalement clôt avec la fin du service militaire obligatoire. Le bidasse

viril se traînant dans la boue ne faisait plus recette. Et voilà que le processus inverse se déroule sous nos yeux, favorisé par les aspirations médiatiquement manufacturées au repli patriotique et protectionniste post-attentats, il prend forme avec une rapidité déroutante, en même temps que se développe par tous les bouts du champ politique institutionnel le recours aux valeurs moisis du populisme et du nationalisme que personne ne peut considérer de nos jours (si ça a jamais été le cas) comme « des idées de droite ».

Ce retour en force prétend pourtant à la nouveauté : ce « projet de société », comme l'appelle l'Etat, se propose comme un « compromis », un parfait équilibre atteint entre la précédente et relativement insignifiante Journée d'Appel (qui, avec les cours d'éducation civique, a quand même maintenue la place de l'armée dans nos vies, avec cet égalitarisme formidable qui l'a généralisée à toute la population) et le bon vieux service militaire. Au menu de la caserne 2.0, on apprendra dès l'adolescence la cohésion de groupe, l'union nationale, le respect de la patrie, de ses symboles, à être éco-responsable et, bien sûr, le souci partagé de la défense de la nation.

Ce serait une énorme erreur que de ne pas se préoccuper de cette question au plus vite. Les textes de lois sont prêts, votés, des batteries de tests on été effectués sur environ 2000 volontaires de toute la France. Dans les textes, on hésite encore sur la durée, un mois, deux semaines, on s'interroge sur la législation précise, mais une chose est sûre : le service militaire 2.0 passera, dusse-t-il être revu en cours de route ; et quelle que soit sa durée, ça commencera à la fin du collège et chacun sera fortement incité à « l'engagement civique » auprès de l'armée pour la vie.

Si sa durée reste pour l'instant bien inférieure à celle de l'ancien service, le projet du SNU prend des proportions très inquiétantes et le présente comme une institution sociale très centrale qui deviendrait un passage obligé et nécessaire en lien étroit avec la scolarité et pourrait devenir aussi une étape dans l'obtention du permis de conduire. En effet, le lien entre école, nation et forces répressives (police, justice et maintenant armée) ne fait que se renforcer un peu plus, poursuivant le fil réactionnaire des vertus « éducatives » du vieux service militaire : l'école prépare à la citoyenneté, de plus en plus ouvertement liée à l'armée, et à l'Ordre plus généralement. Le

SNU s'inscrit dans une continuité avec l'école où le petit citoyen en devenir intégrera la nécessité militaire. D'ailleurs c'est au SNU que sera probablement confié la tâche de contrôler l'acquisition du « socle commun de connaissances » post-brevet.

Quelle que soit sa potentielle forme définitive, le SNU, c'est aussi un élément dans cette fascination nouvelle et sidérante pour l'armée, la nation, la France, le résultat du matraquage idéologique post-attentat qui curieusement, et de façon désolante, a l'air de marcher beaucoup plus que ce qu'on aurait pu imaginer. C'est le moment ou jamais de renouveler la critique du sale discours de la France-défenseuse-des-valeurs-occidentales et dernier-rempart-contre-la-barbarie.

Alors pourquoi ce projet rencontre-t-il si peu d'opposition ?

L'histoire anti-militariste, celle des désertions, du refus de l'armée et de la guerre, l'importance qu'a pu avoir le mouvement de l'insoumission contre le service militaire dans les années 70 n'est pourtant pas si ancienne ; l'armée, ses guerres ainsi que les formes offensives et subversives de pacifisme et de refus qui s'y sont opposés sont encore bien fraîches dans les mémoires.

Il est indispensable d'agir contre le SNU, contre l'armée, contre la nation.

Être offensif contre ce projet, contre l'Etat qui joue ici un gros coup sur la bataille de la normalisation, est nécessaire, si nous prétendons nous battre

contre ce monde, contre l'Etat et le pouvoir. D'ailleurs ne pourrait-on pas voir aussi le SNU comme un des éléments d'une batterie de mesures stratégiques et contrinsurrectionnelles en réponse au mouvement des Gilets Jaunes ?

On ne propose pas ici de réactiver des initiatives vaines et para-humanitaires du passé comme « food not bomb », ni de critiquer le SNU avec la nostalgie réformiste de la journée d'appel, mais de réfléchir ensemble aux moyens à notre disposition pour lutter, aujourd'hui, contre l'armée, la cohésion nationale et

la patrie, et cette forme particulière de propagande qui cherche à s'immiscer dans la vie de tout un chacun, dans une perspective réellement anti-autoritaire et révolutionnaire.

Parce que « voir du pays » ne peut pas nous faire accepter l'armée, on pourra réfléchir ensemble le 9 novembre au SNU, commencer à en déjouer la propagande, à en comprendre les enjeux d'Etat dans l'époque actuelle dans la perspective d'en détruire les fondements et les présupposés.

*Contre le service militaire 2.0,
contre l'encasernement,
pour l'insoumission*
Refusons le SNU !
Samedi 9 novembre 19h

**Discussion
aux Fleurs Arctiques**

SALAUDS !
ON LES CONNAÎT, vos écoles, vos lycées
vos casernes, vos lieux de plaisir et
de souffrance ; y prenait-on quelque
 plaisir à aller se classer LA
Guerre contre ces mosaïques de
sales petits entêtements, que servent
de sol, de murs, de plafonds à vos
batiments publics et privés.



**Bibliothèque
Les Fleurs Arctiques
45, rue du Pré St-Gervais
75019 Paris
Métro Place des Fêtes**

lesfleursarctiques.noblogs.org - lesfleursarctiques@riseup.net

Objection, Inssoumission, Antimilitarisme

Après une première discussion qui a eu lieu aux Fleurs Arctiques en novembre dernier pour trouver les moyens de s'opposer à la mise en place en cours du SNU (le Service National Universel qui doit remplacer la Journée d'Appel par un mois en caserne et en association), il a paru évident de s'intéresser aux différents refus de l'armée et du service militaire qui ont existé au cours de l'histoire et d'essayer de penser ce que ces divers refus avaient de subversif afin de nourrir la réflexion actuelle sur le refus du SNU. Que ce soit les refus de la mobilisation et de l'union sacrée lors de la Première Guerre mondiale, les refus du service militaire durant les années 60-70 avec les objecteurs de conscience et les insoumis ou les déserteurs de la guerre d'Algérie, ces différentes formes d'insoumission et de refus ont été traversées de multiples pratiques et contradictions.

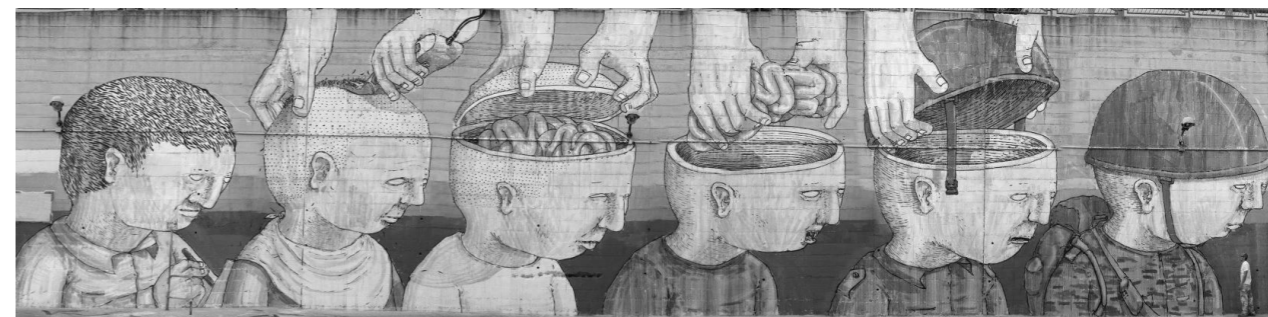
Nous proposons de nourrir cette discussion par un regard sur des matériaux historiques tels que différentes affiches et textes des années 60-70, qui sont l'occasion de comprendre un peu plus concrètement

les différentes formes de refus de l'institution militaire à l'époque : alors que l'objection de conscience devient un statut prévu par la loi et encadré par l'armée, une partie de l'insoumission pénalement réprimée jusqu'à l'enfermement se pose dans les années 70 comme une « insoumission civile et militaire », pensant le refus de l'armée au sein d'un refus général de la société.

Tenter de comprendre ces refus pourrait permettre de proposer aujourd'hui des formes d'intervention contre le SNU, encasernement dans lequel il serait quand même inconcevable que l'ensemble des adolescents partent « la fleur au fusil », tout en ne négligeant pas les spécificités de ce nouveau dispositif de matraquage moral et nationaliste, qui se voudrait incontournable en agitant des avantages comme l'insertion dans les études avec le gain de crédits étudiants, ou l'insertion dans le monde du travail par l'accès simplifié à des formations. Que pouvons-nous tirer des expériences de luttes du passé afin d'enrichir les luttes du présent ? Il s'agit de réfléchir aux di-

verses pratiques qui ont eu lieu autrefois – allant de se faire réformer pour raison médicale au passage dans la clandestinité, de l'affiche au sabotage – tout en pensant également au fait que le SNU cherche apparemment plus à exclure ses absents, à les contraindre par l'école et à les stigmatiser par la morale qu'à les pénaliser judiciairement (du moins selon ce qui est pour le moment annoncé officiellement). Réfléchissons aux moyens que peut se donner une perspective révolutionnaire pour accentuer les refus et aider à les rendre possibles, alors que l'ouverture du volontariat pour la seconde phase test du SNU 2020 se fait ce mois-ci, avec cette fois plusieurs dizaines de milliers d'adolescents concernés (30 000 prévus).

Ce sera aussi l'occasion de repenser l'antimilitarisme dans un climat où l'armée est banalisée par la gauche comme par la droite, et où l'intervention quotidienne du militaire est permanente depuis la mise en place de Vigipirate dans les années 90, et d'autant plus dans un contexte d'état d'urgence post-attentats devenu permanent.



OBJECTION, INSOUMISSION, ANTIMILITARISME

Après une première discussion qui a eu lieu aux Fleurs Arctiques en novembre dernier pour trouver les moyens de s'opposer à la mise en place en cours du SNU (le Service National Universel qui doit remplacer la Journée d'Appel par un mois en caserne et en association), il a paru évident de s'intéresser aux différents refus de l'armée et du service militaire qui ont existé au cours de l'histoire et d'essayer de penser ce que ces divers refus avaient de subversif afin de nourrir la réflexion actuelle sur le refus du SNU. Que ce soit les refus de la mobilisation et de l'union sacrée lors de la Première Guerre mondiale, les refus du service militaire durant les années 60-70 avec les objecteurs de conscience et les insoumis ou les déserteurs de la guerre d'Algérie, ces différentes formes d'insoumission et de refus ont été traversées de multiples pratiques et contradictions.

Nous proposons de nourrir cette discussion par un regard sur des matériaux historiques tels que différentes affiches et textes des années 60-70, qui sont l'occasion de comprendre un peu plus concrètement les différentes formes de refus de l'institution militaire à l'époque : alors que l'objection de conscience devient un statut prévu par la loi et encadré par l'armée, une partie de l'insoumission pénalement réprimée jusqu'à l'enfermement se pose dans les années 70 comme une « insoumission civile et militaire », pensant le refus de l'armée au sein d'un refus général de la société.

Tenter de comprendre ces refus pourrait permettre de proposer aujourd'hui des formes d'intervention contre le SNU, encasernement dans lequel il serait quand même inconcevable que l'ensemble des adolescents partent « la fleur au fusil », tout en ne négligeant pas les spécificités de ce nouveau dispositif de matraquage moral et nationaliste, qui se voudrait incontournable en agitant des avantages comme l'insertion dans les études avec le gain de crédits étudiants, ou l'insertion dans le monde du travail par l'accès simplifié à des formations. Que pouvons-nous tirer des expériences de luttes du passé afin d'enrichir les luttes du présent ? Il s'agit de réfléchir aux diverses pratiques qui ont eu lieu autrefois - allant de se faire réformer pour raison médicale au passage dans la clandestinité, de l'affiche au sabotage - tout en pensant également au fait que le SNU cherche apparemment plus à exclure ses absents, à les contraindre par l'école et à les stigmatiser par la morale qu'à les pénaliser judiciairement (du moins selon ce qui est pour le moment annoncé officiellement). Réfléchissons aux moyens que peut se donner une perspective révolutionnaire pour accentuer les refus et aider à les rendre possibles, alors que l'ouverture du volontariat pour la seconde phase test du SNU 2020 se fait ce mois-ci, avec cette fois plusieurs dizaines de milliers d'adolescents concernés (30 000 prévus).



Ce sera aussi l'occasion de repenser l'antimilitarisme dans un climat où l'armée est banalisée par la gauche comme par la droite, et où l'intervention quotidienne du militaire est permanente depuis la mise en place de Vigipirate dans les années 90, et d'autant plus dans un contexte d'état d'urgence post-attentats devenu permanent.



Vendredi 24 janvier à 19h
aux Fleurs Arctiques

45 Rue du Pré Saint-Gervais, 75019 Paris
Metro Place des Fêtes (Ligne 7bis et 11)

lesfleursarctiques@riseup.net // <https://lesfleursarctiques.noblogs.org>

Dieu et l'État

Nous voilà retombés dans l'Église et dans l'État. Il est vrai que dans cette organisation nouvelle, établie, comme toutes les organisations politiques anciennes, par la grâce de Dieu, mais appuyée cette fois, au moins pour la forme, en guise de concession nécessaire à l'esprit moderne, comme dans les préambules des décrets impériaux de Napoléon III, sur la volonté fictive du peuple, l'Église ne s'appellera plus Église, elle s'appellera École. Mais sur les bancs de cette école ne seront pas assis seulement les enfants : il y aura le mineur éternel, l'écolier reconnu à jamais incapable de subir ses examens, de s'élever à la science de ses maîtres et de se passer de la discipline de ses maîtres, le peuple. L'État ne s'appellera plus Monarchie, il s'appellera République, mais il n'en sera pas moins l'État, c'est-à-dire une tutelle officiellement et régulièrement établie par une minorité d'hommes compétents, d'hommes de génie ou de talent vertueux, pour surveiller et pour diriger la conduite de ce grand, incorrigible et terrible enfant, le peuple. Les professeurs de l'École et les fonctionnaires de l'État s'appelleront des républicains ; mais ils n'en seront pas moins des tuteurs, des pasteurs, et le peuple restera ce qu'il a été éternellement jusqu'ici, un troupeau. Gare alors aux tondeurs ; car là où il y a un troupeau il y aura nécessairement aussi des tondeurs et des mangeurs de troupeau.

Le peuple, dans ce système, sera l'écolier et le pupille éternel. Malgré sa souveraineté toute fictive, il continuera de servir d'instrument à des pensées, à des volontés et par conséquent aussi à des intérêts qui ne seront pas les siens. Entre cette situation et ce que nous appelons, nous, la liberté, la seule vraie liberté, il y a un abîme. Ce sera, sous des formes nouvelles, l'antique oppression et l'antique esclavage : et là où il y a esclavage, il y a misère, abrutissement, la vraie matérialisation de la société, tant des classes privilégiées que des masses.

En divinisant les choses humaines, les idéalistes aboutissent toujours au triomphe d'un matérialisme brutal. Et cela pour une raison très simple : le divin s'évapore et monte vers sa patrie, le ciel, et le brutal seul reste réellement sur la terre.

J'ai demandé un jour à Mazzini quelles mesures on prendra pour l'émancipation du peuple, une fois que sa république unitaire triomphante aura été définitivement établie. « La première mesure, m'a-t-il dit, ce sera la fondation d'écoles pour le peuple. Et qu'enseignera-t-on au peuple dans ces écoles ? Les devoirs de l'homme, le sacrifice et le dévouement. » Mais où prendrez-vous un nombre suffisant de professeurs pour enseigner ces choses-là, qu'aucun n'a le droit ni le pouvoir d'enseigner s'il ne prêche d'exemple ?

La nouvelle Église : l'École

Mikhaïl Bakounine

Le nombre des hommes qui trouvent une jouissance suprême dans le sacrifice et dans le dévouement n'est-il pas excessivement restreint ? Ceux qui se sacrifient au service d'une grande idée, obéissant à une haute passion, et satisfaisant cette passion personnelle en dehors de laquelle la vie elle-même perd toute valeur à leurs yeux, ceux-là pensent ordinairement à tout autre chose qu'à ériger leur action en doctrine ; tandis que ceux qui en font une doctrine oublient le plus souvent de la traduire en action, par cette simple raison que la doctrine tue la vie, tue la spontanéité vivante de l'action. Les hommes comme Mazzini, dans lesquels la doctrine et l'action forment une unité admirable, ne sont que de très rares exceptions historiques. Dans le christianisme aussi, il y a eu de grands hommes, de saints hommes qui ont fait réellement, ou qui au moins se sont passionnément efforcés de faire, tout ce qu'ils disaient, et dont les coeurs, débordant d'amour, étaient pleins de mépris pour les jouissances et pour les biens de ce monde. Mais l'immense majorité des prêtres catholiques et protestants qui, par métier, ont prêché et prêchent la doctrine de la chasteté, de l'abstinence et de la renonciation, ont démenti généralement leur doctrine par leur exemple. Ce n'est pas en vain, c'est à la suite d'une expérience de plusieurs siècles que chez les peuples de tous les pays se sont formés ces dictons

: « Libertin comme un prêtre ; gourmand comme un prêtre ; ambitieux comme un prêtre ; avide, intéressé et cupide comme un prêtre ». Il est donc constaté que les professeurs des vertus chrétiennes, consacrés par l'Église, les prêtres, dans leur immense majorité, ont fait tout le contraire de ce qu'ils ont prêché. Cette majorité même, l'universalité de ce fait prouvent qu'il ne faut pas en attribuer la faute aux individus, mais à la position sociale impossible, et contradictoire en elle-même, dans laquelle ces individus sont placés. Il y a dans la position du prêtre chrétien une double contradiction. D'abord celle de la doctrine d'abstinence et de renonciation avec les tendances et les besoins positifs de la nature humaine, tendances et besoins qui dans quelques cas individuels, toujours très rares, peuvent bien être continuellement refoulés, comprimés et à la fin même complètement anéantis par l'influence constante de quelque puissante passion intellectuelle et morale, ou qui, en certains moments d'exaltation collective, peuvent être même oubliés et négligés pour quelque temps par une grande quantité d'hommes à la fois, mais qui sont si foncièrement inhérents à la nature humaine qu'ils finissent toujours par reprendre leurs droits, de sorte que, lorsqu'ils sont empêchés de se satisfaire d'une manière régulière et normale, ils finissent toujours par chercher des satisfactions malfaisantes et mons-

trueuses. C'est une loi naturelle, et par conséquent fatale, irrésistible, sous l'action funeste de laquelle tombent inévitablement tous les prêtres chrétiens et spécialement ceux de l'Église catholique romaine. Elle ne peut frapper les professeurs ou les prêtres de l'École ou de l'Église moderne, à moins qu'on ne les oblige, eux aussi, à prêcher l'abstinence et la renonciation chrétiennes.

Mais il est une autre contradiction qui est commune aux uns comme aux autres. Cette contradiction est attachée au titre et à la position même du maître. Un maître qui commande, qui opprime et qui exploite, est un personnage très logique et tout à fait naturel. Mais un maître qui se sacrifie à ceux qui lui sont subordonnés de par son privilège divin ou humain, est un être contradictoire et tout à fait impossible. C'est la constitution même de l'hypocrisie, si bien personnifiée par le pape qui, tout en se disant le dernier serviteur des serviteurs de Dieu en signe de quoi, suivant l'exemple du Christ, il lave même une fois par an les pieds de douze mendiants de Rome, se proclame en même temps, comme vicaire de Dieu, le maître absolu et infaillible du monde. Ai-je besoin de rappeler que les prêtres de toutes les Églises, loin de se sacrifier aux troupeaux confiés à leurs soins, les ont toujours sacrifiés, exploités et maintenus à l'état de troupeau, en partie pour satisfaire leurs propres passions personnelles et en partie pour servir la toute-puissance de l'Église ? Les mêmes conditions, les mêmes causes produisent toujours les

mêmes effets. Il en sera donc de même pour les professeurs de l'École moderne, divinement inspirés et patentés par l'État. Ils deviendront nécessairement, les uns sans le savoir, les autres en pleine connaissance de cause, les enseignants de la doctrine du sacrifice populaire à la puissance de l'État et au profit des classes privilégiées de l'État.

Faudra-t-il donc éliminer de la société tout enseignement et abolir toutes les écoles ? Non, pas du tout. Il faut répandre à pleines mains l'instruction dans les masses, et transformer toutes les églises, tous ces temples dédiés à la gloire de Dieu et à l'asservissement des hommes, en autant d'écoles d'émancipation humaine. Mais, d'abord, entendons-nous : les écoles proprement dites, dans une société normale, fondée sur l'égalité et sur le respect de la liberté humaine, ne devront exister que pour les enfants et non pour les adultes ; et, pour qu'elles deviennent des écoles d'émancipation et non d'asservissement, il faudra en éliminer avant tout cette fiction de Dieu, l'asservisseur éternel et absolu ; et il faudra fonder toute l'éducation des enfants et leur instruction sur le développement scientifique de la raison, non sur celui de la foi, sur le développement de la dignité et de l'indépendance personnelles, non sur celui de la piété et de l'obéissance, sur le seul culte de la vérité et de la justice, et avant tout sur le respect humain, qui doit remplacer en tout et partout le culte divin. Le principe de l'autorité dans l'éducation des enfants, constitue le point de

départ naturel ; il est légitime, nécessaire, lorsqu'il est appliqué aux enfants en bas âge, alors que leur intelligence ne s'est encore aucunement développée ; mais comme le développement de toute chose, et par conséquent de l'éducation aussi, implique la négation successive du point de départ, ce principe doit s'amoindrir graduellement à mesure que leur éducation et leur instruction s'avancent, pour faire place à leur liberté ascendante. Toute éducation rationnelle n'est au fond rien que cette immolation progressive de l'autorité au profit de la liberté, le but final de l'éducation ne devant être que celui de former des hommes libres et pleins de respect et d'amour pour la liberté d'autrui. Ainsi le premier jour de la vie scolaire, si l'école prend les enfants en bas âge, alors qu'ils commencent à peine à balbutier quelques mots, doit être celui de la plus grande autorité et d'une absence à peu près complète de liberté ; mais son dernier jour doit être par contre celui de la plus grande liberté et de l'abolition absolue de tout vestige du principe animal ou divin de l'autorité. Le principe d'autorité, appliqué aux hommes qui ont dépassé ou atteint l'âge de la majorité, devient une monstruosité, une négation flagrante de l'humanité, une source d'esclavage et de dépravation intellectuelle et morale. Malheureusement, les gouvernements paternels ont laissé croupir les masses populaires dans une si profonde ignorance qu'il sera nécessaire de fonder des écoles non seulement pour les enfants du peuple, mais pour le peuple lui-même. Mais de ces écoles devront

être éliminées absolument les moindres applications ou manifestations du principe d'autorité. Ce ne seront plus des écoles, mais des académies populaires, dans lesquelles il ne pourra plus être question ni d'écoliers ni de maîtres, où le peuple viendra librement prendre, s'il le trouve nécessaire, un enseignement libre, et dans lesquelles, riche de son expérience, il pourra enseigner, à son tour, bien des choses aux professeurs qui lui apporteront des connaissances qu'il n'a pas. Ce sera donc un enseignement mutuel, un acte de fraternité intellectuelle entre la jeunesse instruite et le peuple.

La véritable école pour le peuple et pour tous les hommes faits, c'est la vie. La seule grande et toute-puissante autorité naturelle et rationnelle à la fois la seule que nous puissions respecter, ce sera celle de l'esprit collectif et public d'une société fondée sur l'égalité et sur la solidarité, aussi bien que sur la liberté et sur le respect humain et mutuel de tous ses membres. Oui, voilà une autorité nullement divine, toute humaine, mais devant laquelle nous nous inclinons de grand cœur, certains que, loin de les asservir, elle émancipera les hommes. Elle sera mille fois plus puissante, soyez-en certains, que toutes vos autorités divines, théologiques, métaphysiques, politiques et juridiques instituées par l'Église et par l'État, plus puissante que vos codes criminels, vos geôliers et vos bourreaux.

L'École est un piège, une chausse-trappe à enfants

Au goût du jour, la pédagogie est son moyen d'arraisonner ses proies,

de les coincer, pour la vie entière,

dans le trou que le capitalisme leur réserve.

Ce texte accompagne une discussion autour d'un reportage diffusé sur France 2 dans l'émission Infrarouge, le 3 février 2016 et intitulé «les français c'est les autres». Il a été tourné en grande partie au lycée technique Théodore Monod de Noisy-le-sec. On y parlera de « l'école » pour désigner le système scolaire dans son ensemble, de la maternelle au lycée, souvent d'ailleurs il sera davantage question de la séquence collège lycée que de ce qui précède.

Dans les années 70, on a pu considérer l'école comme « l'atelier de la société usine ». Aujourd'hui l'école sert toujours assurément de sas d'adaptation de la future main d'œuvre au marché du travail. Mais techniques, objectifs et moyens de leur mise en œuvre se sont perfectionnés et optimisés, et les profs, dans leur ensemble, n'y résistent pas, au contraire. En général, on galope avec constance dans les voies tracées par les hiérarchies, en y emmenant le tombereau d'enfants dont on a la charge. Le plus grand nombre

doit pouvoir y acquérir

les vertus cardinales de l'employable : docilité, exibilité, art de l'obéissance et ponctualité, et puis, ça peut toujours servir, s'être accoutumé à l'arbitraire du pouvoir

et aux vertus de la délation. Bref ce que les pédagogues appellent aujourd'hui le « savoir être », décliné en diverses « compétences sociales » qu'on va évaluer de manière complètement anti autoritaire, parce qu'on est innovants et limite libertaires, sans notes. Pour ce qui est du « savoir faire », point trop n'en faut, juste de quoi remplir les tâches minimales de n'importe quel job de merde. Plus question de produire trop de diplômés ou des bacheliers trop savants, d'ouvrir « l'esprit critique », qui pourrait encore trop servir à autre chose — et tel la boîte de Pandore, qui sait si, une fois

« l'esprit critique » ouvert, on arrivera à le refermer à la demande ?

S'en est ni des besoins de produire une aristocratie ouvrière,

il ne s'agit plus de faire monter en qualification des fractions importantes de générations de prolétaires, plus de monter charge : un tapis roulant. Crise de la surqualification oblige, la transformation radicale des besoins de main d'œuvre, et de

leur typologie, nécessité de la polyvalence totale ; une page blanche bien formatée sur laquelle pourront s'inscrire les besoins de l'emploi du moment. A l'école, aujourd'hui, on déqualifie. Ça s'appelle le socle commun de compétences, ça se découpe, se taylorise, en une centaine d'items, tous plus stupides les uns que les autres (« comprendre un énoncé simple »). Ça doit s'évaluer au quotidien toute la journée dans les classes par des enseignants qui ne se prononcent plus sur le fait de savoir si un devoir est raté ou réussi mais prétendent déterminer (en principe 3 fois par item et par élève, autant dire que c'est l'activité principale de chaque jour) si l'élève a, ou pas, la compétence d'accomplir telle ou telle tâche. Bilan de compétences pour tous à partir de la maternelle. Ce avec quoi on cherche à rendre les élèves familier, ce qu'on veut leur apprendre, c'est à se plier, de manière très fréquente et même constante, à ce qui compose un point central de la gestion capitaliste : être évalué ; un nouveau panoptique intellectuel : le monde de l'évaluation sans cesse renouvelée. Sous

le regard du juge tout le temps, et d'un juge qui te dis, en plus de

ce que tu vaux, qui tu es et de quoi tu es capable. Bien souvent

ça

se met en place sous le regard bienveillant des pédagogues les plus modernes, alternatifs et novateurs. Au plus près de l'être : dis moi quelles sont tes compétences et je te dirai qui tu es vraiment et surtout qu'est-ce que tu mérites comme place dans ce monde. Ça tombe bien, une place de merde est prête pour toi et tes semblables, qui correspond aux compétences de merde validées dans l'école de la république et du capital.

On entend cette plainte de manière récurrente : la formation

des enseignants est délaissée, l'IUFM a été démantelé etc. Mais croire que la situation actuelle n'est liée qu'à cette austérisation des moyens (pourquoi, en effet, salarier deux ans des gens sans qu'ils soient productifs alors qu'on peut sans détour les placer en situation de produire des citoyens/individus, pour l'État et le capital ?), c'est croire en l'école et en son éducation vertueuse. C'est refuser de considérer ce qu'est l'école, dans quel système elle prend place,

ce qu'est alors le rapport aux enfants et en quoi la pédagogie qu'on dispense aujourd'hui aux futurs professeurs est une arme

du management pour « conduire les âmes » vers plus de docilité. Poser la question creuse qu'un retour à un état social du type de celui qu'on fantasme concernant les « 30 glorieuses », l'eden perdu des sociaux-patriotes, remédierait à tous les problèmes, et donc à ceux de l'école, c'est, au mieux, ne rien vouloir considérer de ce qui s'y passe et pourquoi. C'est ne pas se poser les questions que soulèvent les pratiques concrètes,

réelles et quotidiennes qui s'y déploient. C'est ne pas se demander qui forme qui, et pourquoi, mais surtout à quoi sert l'école, ici et maintenant, quels projets sont envisagés pour les enfants qui peuplent ses murs, les élèves, et comment on entend coraquer ce vaste troupeau.

A ce constat, il faut bien sûr ajouter l'inflation morale et disciplinaire : pas question de rééchir ou d'en savoir trop. En revanche, il faut connaître les symboles de la république et les respecter et, bien sûr, « se sentir français ». Ça fait des cours intéressants sur les 3 couleurs du drapeau (en français, en anglais, en histoire, en arts plastiques, c'est interdisciplinaire) qui éveillent

l'esprit (patriotique). Et puis travailler sur le « vivre ensemble »

avec des intervenants associatifs bien subventionnés. Il faut aussi respecter l'autorité du maître restaurée par Sarkozy comme soutien des savoirs (faire et être) qui sont désormais au centre de l'école

(à la place où on avait voulu mettre l'enfant, quelle idée !), et très largement investie par ce grand corps de gauche qu'est le corps professoral, qui en est revenu de 68 et de l'enfant roi, et qui sait désormais poser le cadre à coup de ces lettres de dénonciation et d'accusation que sont les rapports, et d'exigences punitives jamais suffisamment assouvies par la hiérarchie. C'est même la condition de la survie dans ce monde sauvage : seul face à une foule hostile,

il faut bien se défendre. Ça tombe bien, comme l'agneau de la

fable, on est seul et sans défenses mais on a tous « les ber-

gers et les chiens » de la légitimité autoritaire et punitive de l'état avec soi. On exclut des cours, mais aussi des collèges et des lycées, à tour de bras, redoublant l'humiliation par l'abandon.

Voilà pour le cadre, brossé rapidement.

Là-dessus viennent les attentats de janvier 2015, Charlie

Hebdo et l'hyper casher, puis le 13 novembre. On est en

banlieue parisienne, par exemple à l'est de Paris, dans un lycée professionnel de Noisy-le-sec, les recruteurs djihadistes sont sur

le trottoir d'en face, et rapidement a portée de réseaux sociaux. L'emprise du religieux et de sa morale maille la vie de la plupart,

la misère économique, sociale et affective tout autour. Face à l'attrait du départ en Syrie, à la bigoterie, à l'antisémitisme et au communautarisme qui deviennent la norme, on s'inquiète (et il y a de quoi...). Enseigner les symboles de la république n'est sans doute plus une sinécure. Alors, on fait venir des journalistes d'infrarouge qui proposent aux élèves un piège racialement, pédagogique et moral, on le lme. C'est dans la boîte : on a œuvré pour la domestication

de cette jeunesse perdue entre les promesses d'empowerment du capital et la vie hyper normale en accéléré proposée par Daesh — pour les garçons : une femme, un salaire, voire une descendance, un appartement, un 4x4, la mort, le paradis et ses quarante vierges, tout ça vite fait, bien fait, sans surprises. Pour les filles : être la femme

du projet précédent... Et dire que certains sociologues croient malin de considérer qu'il s'agit

d'une gure de la « radicalité », hier révolutionnaire, aujourd'hui djihadiste, et que d'autres à l'extrême gauche se plaisent à admirer qu'il faudrait en admirer le courage !

Pour le dire vite, le piège proposé dans ce reportage consiste à demander aux élèves de se vautrer par le discours dans le racisme

et l'antisémitisme : « qu'est-ce qu'on dit en général des noirs ? des arabes ? des juifs ? », « radins, avec un gros nez, voleurs, des singes, d'accord, tu peux développer un peu ? ». L'obéissance aux adultes joue à plein, les élèves semblent donner volontiers ce qu'on leur demande ou en tout cas, avec un bon coup de montage qui prend

le meilleur des interventions dans plusieurs classes, on arrive à un concentré d'ignominie insoutenable. Les adultes ne leur répondent jamais rien, ne s'opposent jamais aux stupidités dont ils ont d'ailleurs sollicité la production, ne leur apportent jamais quoi que ce soit à réécrire ou comprendre. On leur renvoie ce qu'ils viennent de dire, comme une chambre d'écho, sur un ton interrogatif, avec l'air de celui qui sait, pour les amener à en dire plus, ce qu'il font sans se faire trop prier, on reformule pour clarifier. On est prêt à exclure un élève parce que le désœuvrement ou un certain esprit de révolte l'a conduit à lancer un bouchon de stylo, mais là, on n'élève pas la voix pour remettre à leur place ces propos racistes. « Et c'est vrai ? ». Comme si la question était de savoir si c'est vrai que « les noirs sont des singes »

Ça s'appelle libérer la parole et ça va avec le cadre exposé

plus haut. On le voit très bien dans le film de Laurent Cantet *Entre les murs* qui

met en scène le pédagogue platonicien de la parole libérée François Bégaudeau. C'est pareil : l'adulte, face aux enfants, n'apporte rien d'intéressant à lire, penser, réfléchir, ne propose aucune piste d'analyse, aucune ligne de fuite ou porte de sortie, et les laisse

en revanche se noyer dans l'incurie de leur parole prétendument libérée. Une telle maïeutique, un jeu si subtil avec le pouvoir de l'autorité, ça vaut bien une palme d'or.

Comment peut-on considérer qu'une parole peut-être libre dans le cadre scolaire ? Quel mépris de classe faut-il pour penser que le rapport adulte-enfant qu'est aussi le rapport professeur-élève n'est pas une relation dans laquelle il y aurait quelque chose à dire, à proposer, à répondre ? Comment peut-on, du haut de son savoir et de ce même mépris de classe, laisser dire des stupidités et des absurdités racistes par des adolescents sans rien y répondre, sans même rien en dire, jouissant de sa supériorité face à la misère qui s'énonce ? Chez Bégaudeau, à la fin de l'année dernière, pendant que l'héroïne grande gueule, qui projette d'être ici, nous apprend que, grâce à toute cette libération de la parole, elle a fini par lire Platon (vive la République !), une des élèves, perdue, constate qu'elle n'a rien appris. Mais qu'y avait-il exactement là à apprendre ?

Le piège dans lequel les animateurs du reportage d'infrarouge font tomber les élèves est le même, c'est le piège pédagogique

par excellence, celui de la pédagogie promue actuellement par le ministère comme par les pédagogues alternatifs : un piège qui laisse chacun seul avec sa propre misère.

Quand ils se sont bien noyés, on leur tend la bouée de la rédemption. Rédemption morale d'abord : en respectant la parité exigée par les racistes derrière Houria Bouteldja¹, on les emmène voir, au mémorial de la Shoah à Drancy, une ancienne déportée (la seule d'ailleurs à leur proposer un vrai rapport d'interlocution, à leur parler vraiment), puis on les conduit à la grande mosquée de Paris pour une cérémonie en l'honneur des anciens combattants musulmans, ce qui nous permet d'entendre la Marseillaise sur fond d'appel à la prière, de drapeau tricolore, et en présence d'anciens combattants (qui sont tout de même les soldats d'hier). Puis, comble de la violence symbolique, on les emmène chez une coach en savoir vivre qui leur apprend les bonnes manières du repas à la française comme on aimerait faire croire qu'on le pratique très très loin

de Noisy-le-Sec. Qui sera alors l'occasion, encore sous couvert d'apprentissage, d'un dressage plus intrusif, d'une percée dans l'intime : comment on se comporte, en dehors de l'école, devant

de la nourriture, comment on doit se tenir, comment on doit parler, comme si face à des adolescents en construction, pris dans les injonctions diverses, il fallait rajouter une couche d'inhibition. Piège moral, piège pédagogique, piège de classe, dispositifs qui instituent mépris

et humiliation : on ne voit pas très bien comment s'en sortir indemne.

Alors pour finir, même là, et malgré le montage manipulateur, il se dit autre chose aussi, qui échappe à ce dispositif de mise en boîte, et peut ouvrir la

possibilité heureuse que tout le monde ne se laisse pas faire. Un peu de vie, en somme. Et sans doute faut-il s'y accrocher si on veut pouvoir se dire que quelque chose comme le vent de l'automne 2005 pourrait souffler à nouveau, et à nouveau dans

le bon sens. 1 - On prend au mot et on exauce ici, sans la radicalité tapageuse de l'égérie antisémite de la Fabrique, une variation de l'exigence d'équilibre victimaire.

L'école est un piège, une chausse-trappe à enfants.

Au goût du jour, la pédagogie est son moyen d'arraisonner ses proies, de les coincer, pour la vie entière, dans le trou que le capitalisme leur réserve.

Ce texte accompagne une discussion autour d'un reportage diffusé sur France 2 dans l'émission Infrarouge, le 3 février 2016 et intitulé « Les français c'est les autres ». Il a été tourné en grande partie au lycée technique Théodore Monod de Noisy-le-sec. On y parlera de « l'école » pour désigner le système scolaire dans son ensemble, de la maternelle au lycée, souvent d'ailleurs il sera davantage question de la séquence collège lycée que de ce qui précède.

Dans les années 70, on a pu considérer l'école comme « l'atelier de la société usine ». Aujourd'hui l'école sert toujours assurément de sas d'adaptation de la future main d'œuvre au marché du travail. Mais techniques, objectifs et moyens de leur mise en œuvre se sont perfectionnés et optimisés, et les profs, dans leur ensemble, n'y résistent pas, au contraire. En général, on galope avec constance dans les voies tracées par les hiérarchies, en y emmenant le tombereau d'enfants dont on a la charge. Le plus grand nombre doit pouvoir y acquérir les vertus cardinales de l'employable : docilité, flexibilité, art de l'obéissance et ponctualité, et puis, ça peut toujours servir, s'être accoutumé à l'arbitraire du pouvoir et aux vertus de la délation. Bref ce que les pédagogues appellent aujourd'hui le « savoir être », décliné en diverses « compétences sociales » qu'on va évaluer de manière complètement anti autoritaire, parce qu'on est innovants et limite libertaires, sans notes. Pour ce qui est du « savoir faire », point trop n'en faut, juste de quoi remplir les tâches minimales de n'importe quel job de merde. Plus question de produire trop de diplômés ou des bacheliers trop savants, d'ouvrir l'esprit critique », qui pourrait encore trop servir à autre chose — et tel la boîte de Pandore, qui sait si, une fois « l'esprit critique » ouvert, on arrivera à le refermer à la demande ?

S'en est fini des besoins de produire une aristocratie ouvrière, il ne s'agit plus de faire monter en qualification des fractions importantes de générations de prolétaires, plus de monte-charge : un tapis roulant. Crise de la surqualification oblige, la transformation radicale des besoins de main d'œuvre, et de leur typologie, nécessité de la polyvalence totale : une page blanche bien formattée sur laquelle pourront s'inscrire les besoins de l'emploi du moment. A l'école, aujourd'hui, on déqualifie. Ça s'appelle le socle commun de compétences, ça se découpe, se taylorise, en une centaine d'items, tous plus stupides les uns que les autres (« comprendre un énoncé simple »). Ça doit s'évaluer au quotidien toute la journée dans les classes par des enseignants qui ne se prononcent plus sur le fait de savoir si un devoir est raté ou réussi mais prétendent déterminer (en principe 3 fois par item et par élève, autant dire que c'est l'activité principale de chaque jour) si l'élève a, ou pas, la compétence d'accomplir telle ou telle tâche. Bilan de compétences pour tous à partir de la maternelle. Ce avec quoi on cherche à rendre les élèves familial, ce qu'on veut leur apprendre, c'est à se plier, de manière très fréquente et même constante, à ce qui compose un point central de la gestion capitaliste : être évalué ; un nouveau panoptique intellectuel : le monde de l'évaluation sans cesse renouvelée. Sous le regard du juge tout le temps, et d'un juge qui te dis, en plus de ce que tu vauds, qui tu es et de quoi tu es capable. Bien souvent ça se met en place sous le regard bienveillant des pédagogues les plus modernes, alternatifs et novateurs. Au plus près de l'être : dis moi quelles sont tes compétences et je te dirai qui tu es vraiment et surtout qu'est-ce que tu mérites comme place dans ce monde. Ça tombe bien, une place de merde est prête pour toi et tes semblables, qui correspond aux compétences de merde validées dans l'école de la république et du capital.



On entend cette plainte de manière récurrente : la formation des enseignants est délaissée, l'UFM a été démantelé etc. Mais croire que la situation actuelle n'est liée qu'à cette austérité des moyens (pourquoi, en effet, salarier deux ans des gens sans qu'ils soient productifs alors qu'on peut sans détour les placer en situation de produire des citoyens/individus, pour l'État et le capital ?), c'est croire en l'école et en son éducation vertueuse. C'est refuser de considérer ce qu'est l'école, dans quel système elle prend place, ce qu'est alors le rapport aux enfants et en quoi la pédagogie qu'on dispense aujourd'hui aux futurs professeurs est une arme du management pour « conduire les âmes » vers plus de docilité. Poser la fiction creuse qu'un retour à un état social du type de celui qu'on fantasme concernant les « 30 glorieuses », l'eden perdu des sociaux-patriotes, remédierait à tous les problèmes, et donc à ceux de l'école, c'est, au mieux, ne rien vouloir considérer de ce qui s'y passe et pourquoi. C'est ne pas se poser les questions que soulèvent les pratiques concrètes, réelles et quotidiennes qui s'y déploient. C'est ne pas se demander qui forme qui, et pourquoi, mais surtout à quoi sert l'école, ici et maintenant, quels projets sont envisagés pour les enfants qui peuplent ses murs, les élèves, et comment on entend coraquer ce vaste troupeau.

A ce constat, il faut bien sûr ajouter l'inflation morale et disciplinaire : pas question de réfléchir ou d'en savoir trop. En revanche, il faut connaître les symboles de la république et les respecter et, bien sûr, « se sentir français ». Ça fait des cours intéressants sur les 3 couleurs du drapeau (en français, en anglais, en histoire, en arts plastiques, c'est interdisciplinaire) qui éveillent

Textes de présentation d'une discussion de La Discordia

"Identité, pédagogie, racisme et école de la république"

ayant eu lieu le lundi 21 mars 19h

La dernière proposition de réforme du code du Travail est contestée par la plupart des partis et des organisations, y compris syndicales, qui se situent à gauche de la gauche officielle au pouvoir, celle du PS. Front de gauche, PC inclus, épaulé entre autres par le NPA, la CGT, FO et SUD, la présente comme le dynamitage de « l'héritage social du programme de la Résistance ». C'est-à-dire comme la liquidation du compromis qui,

sous la houlette de l'Etat providence et grâce à la collaboration syndicale, facilita, à l'époque des Trente Glorieuses, la croissance et la modernisation du capital, et la subordination des salariés à ses fins. Aujourd'hui, les prétendus frondeurs nous appellent à nous mobiliser contre « l'attaque sans précédent des acquis ». Mais en quoi consistent lesdits « acquis » ? Dans quelle mesure le dernier serrage de vis en cours modifie-t-il les relations salariales qu'ils sanctionnent ? Et puis, s'il est nécessaire de croiser le fer avec ce qu'il représente, c'est dans quels buts, avec quels moyens, etc. ? C'est pour en débattre ensemble que nous vous proposons de nous retrouver à « La Discordia », le lundi 21 mars à 19 heures.

RENCONTRE PUBLIQUE

■ LOI TRAVAIL : DES PIERRES SUPPLÉMENTAIRES
APPORTÉES À L'ÉDIFICE DE LA DOMINATION



La dernière proposition de réforme du code du Travail est contestée par la plupart des partis et des organisations, y compris syndicales, qui se situent à gauche de la gauche officielle au pouvoir, celle du PS. Front de gauche, PC inclus, épaulé entre autres par le NPA, la CGT, FO et SUD, la présente comme le dynamitage de « l'héritage social du programme de la Résistance ». C'est-à-dire comme la liquidation du compromis qui, sous la houlette de l'Etat providence et grâce à la collaboration syndicale, facilita, à l'époque des Trente Glorieuses, la croissance et la modernisation du capital, et la subordination des salariés à ses fins. Aujourd'hui, les prétendus frondeurs nous appellent à nous mobiliser contre « l'attaque sans précédent des acquis ». Mais en quoi consistent lesdits « acquis » ? Dans quelle mesure le dernier serrage de vis en cours modifie-t-il les relations salariales qu'ils sanctionnent ? Et puis, s'il est nécessaire de croiser le fer avec ce qu'il représente, c'est dans quels buts, avec quels moyens, etc. ? C'est pour en débattre ensemble que nous vous proposons de nous retrouver à la bibliothèque anarchiste « La Discordia », le lundi 21 mars à 19 heures.

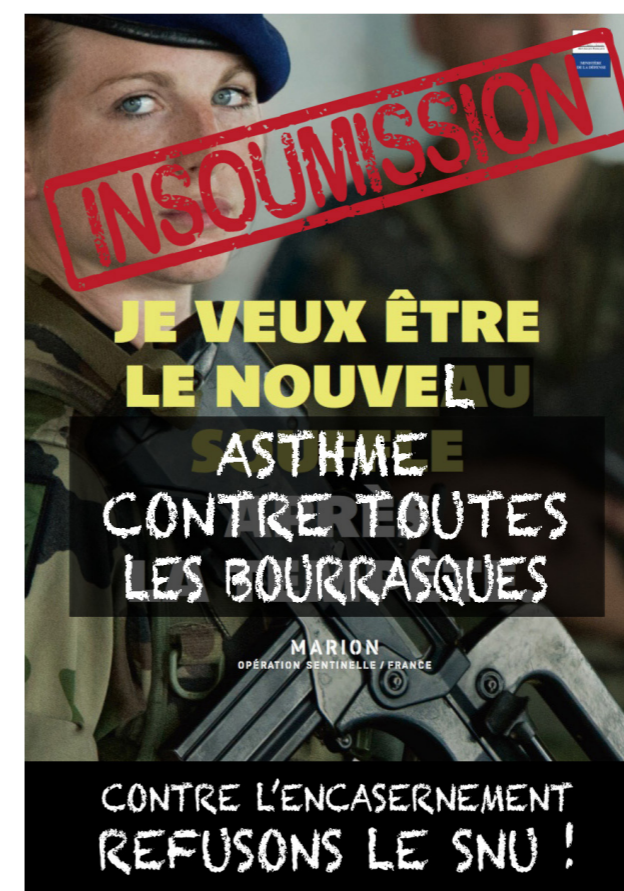
LUNDI 21 MARS - 19H

45 Rue du Pré Saint-Gervais, 75019 Paris
Métro Place des Fêtes (lignes 7bis et 11 du métro).



Affiches détournées de l'armée







INSOUMISSION

**JE VIENS
D'ICCI
ET J'AI PAS
CEUX QUI VIENNENT DE LOIN**

ANTHONY
OPÉRATION SANGARIS / RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

**CONTRE L'ENCASERNEMENT
REFUSONS LE SNU !**

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**J'AI SOIF
D'AUTORITÉ
CONTRE CEUX
QUI ONT FAIM
DE LIBERTÉ.**

JEAN
OPÉRATION BARKHANE / MALI

INSOUMISSION

**CONTRE L'ENCASERNEMENT
REFUSONS LE SNU !**

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



**J'AI REJOINT
LES RANGS
POUR RESTER
DANS LE RANG**

CINDY
EN FORMATION INITIALE / FRANCE

INSOUMISSION

**CONTRE L'ENCASERNEMENT
REFUSONS LE SNU !**

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Qui sont les collabos associatifs du SNU ?

Le 4 juin 2019, une convention de partenariat pour le SNU (service national universel) était signée par une vingtaine d'associations et Attal, secrétaire d'état auprès du ministre de l'Education Nationale. Certaines de ces associations s'illustrent déjà pour leurs rôles dans la machine à expulser les sans-papiers (comme la Croix-Rouge et l'Ordre de Malte).

Des associations, parmi lesquelles des mouvements d'« éducation populaire » (mais ce n'est pas une surprise) qui cautionnent l'encasernement des jeunes de 15-16 ans, la militarisation et la citoyenneté, et qui obtiendront 3 milliards d'euros par an (pris sur les budgets éducatifs) au profit d'un projet ubuesque et totalitaire.

Voici la liste des associations partenaires :

IFAC
Le projet imagine
Animafac
Ligue de l'enseignement
UCPA
Familles rurales
PEP (pupilles de l'enseignement public)
Fédération Léo Lagrange
Ordre de Malte
Croix rouge française
Ceméa
France volontaire
Unis Cité
France télévision
Association Junior
Fédération française de sauvetage et de secourisme
AFEV
Jeunesse au plein air
Croix blanche
Union nationale de l'information jeunesse

Détruisons ce qui nous détruit !

La militarisation de nos vies

Cela fait plusieurs années que la jeunesse a été débarrassée du service militaire, mais cela n'a pas mis fin à la présence de l'armée dans nos existences. Depuis quelques années, les assassins en kaki essayent de nouveau d'étendre leur contrôle. C'est ces campagnes de recrutement incitant les plus pauvres à aller mourir au loin pour le service d'exploiteurs, ce sont ces stages de team building dans les casernes mais c'est aussi le Service National Universel (SNU).

C'est quoi le SNU ? C'est un service civique d'un mois obligatoire entre 15 et 16 ans qui doit être généralisé vers 2021. Pour un coût d'au minimum 1 500 000 000 € par an. Pour faire quoi ? Pour « transmettre un socle républicain » et « renforcer la cohésion nationale ». Dans la pratique, cela correspond à se lever à 7h du matin pour des saluts au drapeau et chanter la marseillaise. Ils auront aussi la joie de jouer le planton lors des cérémonies officielles ou de se faire diriger par des allumés du képi. Il s'agit bien évidemment d'inculquer la soumission à l'autorité et le nationalisme. Une deuxième phase est prévue où celles et ceux qui se sont reconnus dans la pensée de caserne pourront aller jouer les grouillots pour les flics et les militaires.

Mais voilà, les militaires ne sont pas les seuls à organiser cette grande offensive sur la jeunesse, de nombreuses associa-

tions ont décidées d'être complice. Ces associations ont signé des conventions partenariales, dont les suivantes sont présentes sur Poitiers.

La ligue de l'enseignement / Familles rurales / Croix rouge française / Céméa / Unis Cité Poitiers / Union nationale de l'information jeunesse / Fédération française de sauvetage et de secourisme / Afev / Protection civile / Jeunesse au plein air

Pour un anti-militarisme offensif !



Refusons le SNU !

vendredi 6 décembre 2019

« Il n'y aura pas d'insoumis, au sens pénal du terme, il n'y aura que des jeunes ayant échoué – à un moment de leur trajectoire – à comprendre le plein sens des valeurs d'égalité et de fraternité, passagers clandestins d'une société à l'amélioration et à la générosité de laquelle ils apparaîtront comme ayant renoncé. »

Rapport relatif à la création d'un Service National Universel, général de division Daniel Menaouine, rapporteur du groupe de travail SNU.

Le SNU, c'est ni du pain, ni des jeux.

Le SNU, c'est la guerre, le contrôle, la gestion, l'État, la paix sociale patriote et capitaliste.

Le SNU, c'est l'encasernement. C'est la construction d'une unité nationale autour de la patrie et de l'armée. C'est le renforcement de l'obéissance à la normalité de ce monde et le formatage des adolescents pour qu'ils rentrent sans mot dire dans la case qu'on leur réserve.

Pourtant les toutes premières images du Service National Universel, à la suite des récentes campagnes de pub de l'armée, mettent en scène tout ce que le gouvernement imagine être un désir d'adolescent : une semaine de colonie de vacances où on rit et on danse entre un camouflage et une course d'orientation, avant de rejoindre au dortoir ses nouveaux amis si divers (inclusivité et mixité sociale oblige) et pourtant tellement tous égaux grâce à l'uniforme. On nous

montre ainsi une caricature grossière des gestes de l'armée version fun et inclusive (filles et garçons « à égalité », en dortoirs non-mixtes ! et il n'y aura pas de réformés, tout le monde est apte !), où l'on n'apprend rien, sauf à être obéissant, mobilisable, à devenir con, et à le rester. Quant aux parents, on leur dit que le SNU les aidera à gérer leur ado éventuellement réfractaire (les instructeurs, c'est un peu des grands frères...), en lui redonnant espoir et perspectives (une carrière dans l'armée ou dans la police ?), en même temps qu'il résoudra tous les conflits de la société dans un immense brassage où le « lien social » s'en trouvera raffermi sous l'égide de la Nation. Et la Nation, ça rend heureux non ?

Alors, avec bonne humeur, le SNU s'installe comme la prochaine étape du devenir-con-citoyen pour les jeunes, d'abord dans sa phase actuelle de « volontariat » (30 000 étant censés s'y porter dès janvier... vu le chiffre espéré, on se demande ce que désigne le terme « volontaire » puisque l'école en est le relais) puis dans sa généralisation annoncée autour de 2024. Un mois obligatoire pour tous découpé en deux phases : d'abord l'encasernement loin de chez soi, ensuite les travaux d'intérêt général à proximité (renommés de façon plus sexy évidemment, type « stage d'engagement civique » et autres conneries du même genre). En caserne (qui pourra être n'importe quel bâtiment public, un CROUS, un lycée, une pension, pourquoi pas une ancienne prison ?), on vivra un vrai condensé d'autorité militaire et disciplinaire, avec réveil à 6h pour

le lever de drapeau et la Marseillaise, formations de flic-supercouriste et prétentions à la démocratie interne. Le design de l'uniforme est déjà prêt, avec même une casquette et un patch bleu blanc rouge !

Si personne n'est dupe (on ne cherche pas à apprendre grand chose de précis à ces jeunes, de toute façon, pas les moyens, budget serré, etc.) c'est que le rôle du SNU n'est pas tant de former (la formation, de toute façon, à ce qu'on dit, elle est continue) que de contrôler pro-activement la population. En remplaçant la Journée d'Appel à la Défense (JAPD), le SNU approfondit la collecte de données, de statistiques, d'observation, de surveillance et de gestion de la population, via une batterie de tests médicaux et scolaires. Le SNU sert de loupe pour cerner tout « problème » - c'est-à-dire toute personne qui ne rentrerait pas dans le cadre - et y apporter l'immédiate réponse de l'État (réorientation, transfert vers les institutions aptes à la gestion dudit « problème »...). Dans la continuité de la Journée d'Appel, c'est l'occasion de faire une propagande active pour l'engagement dans l'armée, mais aussi désormais dans la police, les secours, les associations citoyennes, la « défense intérieure » et la « Nation en danger ». En effet, une fois les appelés de retour chez eux, une large partie de la jeunesse pourra gagner des galons citoyens en servant de main d'œuvre gratuite pendant deux semaines, l'occasion pour une mairie de faire désherber ses parterres, ou de ramasser ses poubelles... avant de s'engager définitivement dans l'armée.

Car, malgré son aspect de colonie de vacances citoyennes, le SNU s'inscrit directement dans la continuité du Service Militaire. Le SNU, c'est avant tout la guerre, c'est la perspective martiale que maintient l'État à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Une continuité qui ne se cache même pas : c'est à terme le statut constitutionnel de sujet, assujetti, jusqu'ici réservé dans la constitution aux militaires, qui est censé s'appliquer aux enrôlés du SNU.

Mais pour l'instant frileux d'une opposition trop vive à un Service Militaire 2.0, l'État veut faire passer l'enrôlement au SNU comme une « obligation librement consentie ». Le SNU ne sera dès lors pas une obligation dont le refus sera pénalisé, mais cherchera à s'imposer comme pratiquement inévitable. En faisant miroiter des avantages à l'intégration (préparation au code, facilités pour s'inscrire au permis de conduire, à la fac, dans des formations, crédits de point que l'on pourra ensuite utiliser pour valider des semestres de fac, promesse de faciliter l'obtention de la nationalité française pour ceux qui n'ont qu'un titre de séjour, et autres carottes) et en s'appuyant sur l'obligation scolaire (n'importe quel établissement public pouvant inscrire le SNU dans ses étapes obligatoires pour valider des examens, par exemple) tout en espérant encore et toujours pouvoir compter sur la bonne vieille pression sociale (profs, famille, délation, camarades zélés), le SNU est un dispositif qui ne veut surtout pas d'insoumis, mais seulement des cas d'échec isolés. Derrière cette rhétorique dernier cri de la

contrainte apaisée et du consentement appliqué à l'armée, l'objectif est de normaliser d'office le SNU, de le faire passer immédiatement pour évident ; c'est-à-dire de pouvoir d'avance condamner moralement et attirer l'anathème de l'exclusion sociale sur la possibilité d'un refus d'accomplir la sacro-sainte communion avec la Nation.

C'est pour toutes ces raisons qu'il est essentiel d'opposer un refus ferme, massif et fondamentalement antimilitariste au SNU. Celles et ceux qui ne s'en iront pas à la caserne doivent pouvoir ne pas se laisser considérer des « échecs isolés », des « erreurs de parcours », mais des insoumis comme le furent ceux au service militaire jusqu'en

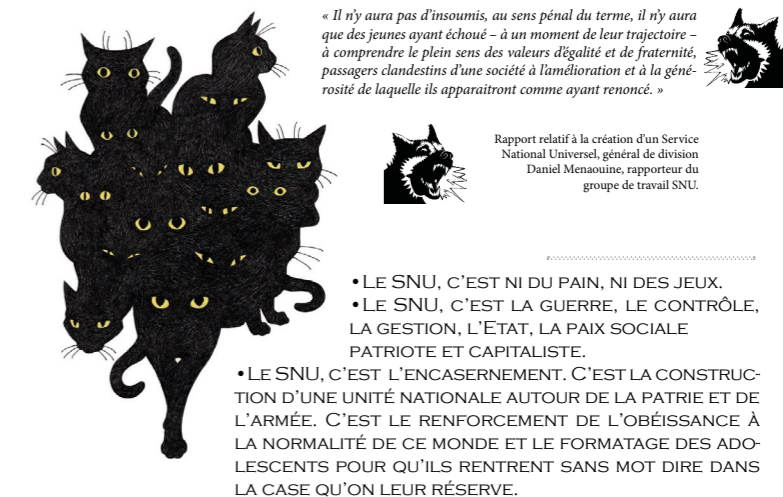
1996. Le refus du SNU peut se donner les moyens de devenir un geste offensif, un refus de tous les dispositifs d'intégration forcée qui avancent ensemble – l'école et sa formation, le travail et l'Économie, l'État et son armée. A une institution qui se veut aussi centrale et inévitable que le SNU, répondons par un refus général de la société qui en a besoin.

Des passagers-clandestins-d'une-société-à-l'amélioration-et-à-la-générosité-de-la-quelles-ils-ont-renoncé.

Contact : refusonslesnu[@] riseup.net

[Tract distribué dans les manifestes du 5 décembre 2019.]

REFUSONS LE SNU !



« Il n'y aura pas d'insoumis, au sens pénal du terme, il n'y aura que des jeunes ayant échoué – à un moment de leur trajectoire – à comprendre le plein sens des valeurs d'égalité et de fraternité, passagers clandestins d'une société à l'amélioration et à la générosité de laquelle ils apparaîtront comme ayant renoncé. »

Rapport relatif à la création d'un Service National Universel, général de division Daniel Menaouine, rapporteur du groupe de travail SNU.

- LE SNU, C'EST NI DU PAIN, NI DES JEUX.
- LE SNU, C'EST LA GUERRE, LE CONTRÔLE, LA GESTION, L'ÉTAT, LA PAIX SOCIALE PATRIOTE ET CAPITALISTE.
- LE SNU, C'EST L'ENCASERNEMENT. C'EST LA CONSTRUCTION D'UNE UNITÉ NATIONALE AUTOUR DE LA PATRIE ET DE L'ARMÉE. C'EST LE RENFORCEMENT DE L'OBÉISSANCE À LA NORMALITÉ DE CE MONDE ET LE FORMATAGE DES ADOLESCENTS POUR QU'ILS RENTRENT SANS MOT DIRE DANS LA CASE QU'ON LEUR RÉSERVE.

Pourtant les toutes premières images du SERVICE NATIONAL UNIVERSEL, à la suite des récentes campagnes de pub de l'armée, mettent en scène tout ce que le gouvernement imagine être un désir d'adolescent : une semaine de colonie de vacances où on rit et on danse entre un camouflage et une course d'orientation, avant de rejoindre au dortoir ses nouveaux amis si divers (inclusivité et mixité sociale oblige) et pourtant tellement tous égaux grâce à l'uniforme. On nous montre ainsi une caricature grossière des gestes de l'armée version fun et inclusive (filles et garçons « à égalité », en dortoirs non-mixtes ! et il n'y aura pas de réformés, tout le monde est apte !), où l'on n'apprend rien, sauf à être obéissant, mobilisable, à devenir con, et à le rester. Quant aux parents, on leur dit que le SNU les aidera à gérer leur ado éventuellement réfractaire (les instructeurs, c'est un peu des grands frères...), en lui redonnant espoir et perspectives (une carrière dans l'armée ou dans la police ?), en même temps qu'il résoudra tous les conflits de la société dans un immense brassage où le « lien social » s'en trouvera raffermi sous l'égide de la Nation. Et la Nation, ça rend heureux non ?

Alors, avec bonne humeur, le SNU s'installe comme la prochaine étape du devenir-con-citoyen pour les jeunes, d'abord dans sa phase actuelle de « volontariat » (30 000 étant censés s'y porter dès janvier... vu le chiffre espéré, on se demande ce que désigne le terme « volontaire » puisque l'école en est le relais) puis dans sa généralisation annoncée autour de 2024. Un mois obligatoire pour tous découpé en deux phases : d'abord l'encasernement loin de chez soi, ensuite les travaux d'intérêt général à proximité (renommés de façon plus sexy évidemment, type « stage d'engagement civique » et autres conneries du même genre). En caserne (qui pourra être n'importe quel bâtiment public, un CROUS, un lycée, une pension, pourquoi pas une ancienne prison ?), on vivra un vrai condensé d'autorité militaire et disciplinaire, avec réveil à 6h pour le lever de drapeau et la Marseillaise, formations de flic-supercouriste et prétentions à la démocratie interne. Le design de l'uniforme est déjà prêt, avec même une casquette et un patch bleu blanc rouge !

>>>

Contre le SNU!

Un tract diffusé par les Jeunes Libertaires de Toulouse

Un air de service militaire

Aujourd'hui, la JDC, offrant aux jeunes Français 8 intenses heures de propagande militaire et étatique, n'est plus suffisante aux yeux du gouvernement pour remplacer le service militaire. Le Service National Universel (SNU), promesse de campagne d'Emmanuel Macron, s'imposera bientôt, et soumettra tous les jeunes de 16 ans à 30 jours (pendant les vacances) bien plus militarisés que ne voudrait le faire croire le gouvernement.

Chanter la Marseillaise tous les matins sous les drapeaux, apprendre à se mettre au garde-à-vous et à porter un uniforme, risquer la sanction au moindre écart ou à la moindre erreur (des pompes pour avoir mis les mains dans les poches...), le tout encadré par un personnel varié aux allures d'instructeurs et pour un budget mirobolant de plus de 1,5 milliards d'euros (2 000€ par jeune).

Une hypocrite et ridicule mascarade aux accents patriotiques qui nous offre des reportages télé hallucinants où l'on peut voir les volontaires du SNU, après avoir levé le drapeau et chanté la Marseillaise, confectionner des pancartes pour supporter l'équipe de France de football, dans un vain espoir de nous faire croire que le SNU, finalement, ça doit pas être si mal.

Jusqu'à, le SNU semble se fondre dans la masse des réformes aberrantes annoncées et mises en place par le gou-

vernement, et touchant principalement les lycéens, malgré quelques critiques et polémiques bien trop vite étouffées, émises après la diffusion des premières images du SNU en test.

Test auquel le gouvernement a pris soin de faire participer des jeunes sélectionnés parmi des volontaires ; voilà qui diminue déjà de beaucoup le risque de contestation de l'intérieur.

Obéir, ou refuser et résister ?

Inculquer aux lycéens la stricte obéissance aux règles, un respect aveugle

et fervent pour les valeurs ré-

publicaines dans l'espoir d'ôter définitivement toute envie de remettre en question la société dans laquelle on vit et les piliers qui la soutiennent, au nom de règles et de valeurs que nous n'avons pas choisies et qui ne sont pas les nôtres ; apprendre à obéir au point de faire un malaise comme les 29 jeunes du 18 juin dernier lors de l'inauguration d'une statue de De Gaulle à Évreux (1).

Et cela en donnant encore plus de moyens au gouvernement pour repérer et fichier au plus tôt les réfractaires, pour toujours mieux satisfaire un insatiable et obsédant désir de contrôler la jeunesse.

Accepter le SNU, c'est accepter les valeurs qu'il veut nous inculquer : c'est accepter d'apprendre à perpétuer un système fondé sur des inégalités et la privation de la liberté individuelle de chacun, accepter de banaliser les usages de l'armée, accepter de ne plus ni choisir ni penser mais seulement d'obéir, au nom de la très abstraite Nation.

Le SNU c'est NON, pour nous et les générations à venir, discutons, organisons-nous, luttons !

jeuneslibertaires@riseup.net

(1). Lors de cette cérémonie d'inauguration, les volontaires du SNU ont dû planter en plein soleil jusqu'à ce que certains d'entre eux fassent un malaise. Diagnostic de la Préfecture : ils « ont subi un léger coup de chaud lié aux températures particulièrement élevées enregistrées hier, associées sans nul doute à une forme d'émotion liée au caractère solennel de la cérémonie ». CQFD !



La gâchette et l'acné

Le SNU considéré comme un arbre, et les dispositifs Armée-Jeunesse comme une forêt

Été 2019, deux mille volontaires, mineurs, suivent la première étape, dite « de cohésion » du tout nouveau, tout rutilant Service National Universel – le SNU. Ce service national est pensé en deux temps : le premier, de deux semaines, se fait « en brigade », loin de chez soi, et il s'agit d'un temps d'hébergement collectif avec apprentissage de la marche au pas, lever de drapeau, Marseillaise, entraînements sportifs et autres joyeuseries ; le second, de la même durée, est une « mission d'intérêt général » qui doit s'effectuer la même année auprès de « l'armée, des forces de sécurité ou de dispositifs de solidarité ». Voilà pour une présentation rondement menée.

Plusieurs critiques ont été exprimées contre ce dispositif patriotique, militariste et abrutissant (voir le tract ci-contre, l'une des quelques prises de position antimilitaristes et antipatriotiques contre le SNU). Un mouvement bien bordélique et joyeux pour s'y opposer a été lancé en 2018, notamment dans les lycées. Les syndicats lycéens ont depuis abandonné les revendications anti-SNU de leurs cahiers de doléances. Mais des groupes par-ci et par-là, ainsi que des lycéens en lutte dans le cadre du mouvement contre la réforme des retraites, s'efforcent encore d'aller à l'encontre de ce recyclage de la caserne.

Il a semblé intéressant d'approfondir la critique du

20 associations ayant signé la convention SNU

L'AFEV
ANIMAFAC
ASSOCIATION JUNIOR
LES CEMÉA
LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE
LA CROIX BLANCHE
FAMILLES RURALES
FÉDÉRATION LÉO LAGRANGE
FÉDÉRATION FRANÇAISE DE SAUVETAGE ET DE SECOURISME
FRANCE TÉLÉVISION
FRANCE VOLONTAIRE
IFAC
JEUNESSE EN PLEIN AIR
LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT
LE PROJET IMAGINE
L'ORDRE DE MALTE
PEP (PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC)
UCPA
UNIS CITÉS
L'UNION NATIONALE DE L'INFORMATION JEUNESSE



Comme ils disent à Sarlat....

SNU et de le reconnaître comme l'arbre qui cache la forêt. En effet, si l'on prend du recul, on s'aperçoit à quel point le SNU emprunte essentiellement à des dispositifs déjà bien existants, bien familiers, et dont le morcellement, pour les rendre plus discrets, ne les rend pas moins omniprésents.

L'armée a eu pendant des décennies pour mission de former la jeunesse – ce serait trop dommage de se passer de ses compétences historiques. Dès 1995, en relais de la suspension (alors à venir) du service militaire, le Ministère des armées crée une « Commission Armées-Jeunesse », histoire de ne pas trop perdre le contact. Depuis, les dispositifs se sont multipliés : il existe par exemple des « Classes Défense et Sécurité Globales » (yeahaa!) depuis 2005, qui sont des classes parrainées depuis le plus jeune âge, à savoir le primaire, oui oui, par des corps d'armée. Venues annuelles de militaires dans les salles de classe, visites de caserne et découverte du matériel pour les petits loulous, correspondance suivie entre les uns et les autres... Créés la même année, les centres de l'EPIDE sont des centres de « réinsertion sociale et professionnelle » pour élèves décrocheurs ou peu diplômés. On en ressort sans qualification, mais en ayant appris, encore une fois, à marcher au pas, à lever le menton quand on parade, à tenir ses mains dans le dos quand on attend, etc. Le but ? Comme le dit le directeur d'un de ces centres (il en existe 19 dans tout le territoire), ça permet aux jeunes d'adopter « des attitudes plus ajustées aux besoins des employeurs » et de ressortir avec un « fort quotient citoyen ». Ou comme le dit l'une des jeunes « ici on apprend à être comme tout le monde ». On compte enfin quatre cents Cadets de la

Défense. Pas nombreux, il est vrai, mais on s'imagine la publicité que représentent ces minots, à peine sortis du collège et déjà tout emmilitarisés par de ludiques activités extra-scolaires.

Certains de ces dispositifs s'effectuent sur « volontariat », mais pas tous – surtout lorsqu'il s'agit de dispositifs s'adressant à des classes entières. On notera au passage que la moitié des « volontaires » en Epide viennent des quartiers « prioritaires », et on se passera de commentaire.

Il faut savoir par ailleurs, au chapitre volontariat, que le SNU est censé « achever le parcours citoyen » entamé dès l'école maternelle, et mené tout au long de la scolarité sans que leur avis soit demandé aux cohortes d'écoliers, collégiens et lycéens – et ce, pour le coup, au sein de scolarités tout à fait « générales ». Ce parcours, pensé depuis 2015, était d'ailleurs jusqu'alors présenté comme une préparation à la JAPD. C'est dire que le SNU est adossé à l'Éducation Nationale au moins autant qu'à l'armée (d'ailleurs c'est sur le site du Ministère de l'Éducation Nationale, et non de la Défense, qu'on trouve toutes les informations sur le SNU) : on peut se poser la question de savoir de quoi cette éducation est faite ? Depuis la réforme des parcours d'histoire-géo, il existe un module transversal d'Enseignement de la Défense, avec de jolis intitulés de cours comme « Surveiller les territoires » (au programme : les flux migratoires en Méditerranée, la sécurité des aéroports...) ou « La conscription : penser le rôle des citoyens dans la défense ». À dé-

faut d'obliger à porter les armes, l'Éducation Nationale veille au grain pour s'assurer que tous les élèves aient entendu parler de la grandeur militaire de la France.

Enfin, si le SNU clôt le « parcours citoyen » des écoliers et collégiens, il ouvre sur leur « parcours professionnel » (l'insertion professionnelle est l'un des objectifs affichés). Et il n'est pas anodin que la moitié de ce Service emprunte de fait bien plus à ce qui existe déjà sous le nom de Service Civique qu'au service militaire des générations précédentes. D'ailleurs, c'est l'Éducation nationale qui le dit : « *La conscription, le service militaire, est avant tout l'obligation pour le citoyen, définie et encadrée par la loi, de servir son pays et d'abord de l'évolution des sociétés, ce service militaire a pris des formes nouvelles – de l'objection de conscience au service civil [transformé par la suite en service civique]* » ; c'est dire si c'est pas nous qui avons les idées toutes tordues de voir le mal partout. Depuis la suspension (et non la suppression) du Service militaire en 1997, ce qui a disparu des écrans c'est l'usage des armes obligatoire. Cependant, ce qu'il était possible d'effectuer en tant qu'objecteur de conscience reste : rendre service à « sa » Nation sans réclamer plus qu'une simple gratification et se rendre utile pour que rien ne change -- le tout sous contrat avec la boîte qui accueille. En l'occurrence, les jeunes concernés par le SNU auront entre 15 et 16 ans : ils passeront la moitié de leur temps de SNU à travailler bénévolement (mais obligatoirement!) au bien de la Nation, histoire de comprendre un peu ce qui les attend à la

sortie du bahut. Campagne de recrutement en vue pour l'armée ou les forces de sécurité, qui pourront à cette occasion briller par leur « attractivité » et s'offrir comme des offres de carrière faciles à décrocher en cas de besoin. Aubaine inespérée pour toutes les associations « de solidarité », d'éducation populaire ou humanitaire, lesquelles ne crachent pas sur de petites mains gratuites qui pourront à l'occasion se taper d'interminables journées d'accueil, de mise sous enveloppe ou de distribution de tracts.

Si faire son service auprès des ordures armées est difficilement autre chose que militarisme pur et dur, le rôle des associations ne devrait pas être négligé non plus. Ce qui réunit la quasi-totalité de l'univers associatif, c'est l'acharnement à assister ceux qui se trouvent victimes du cours normal des choses – au point où dans plusieurs secteurs, dont la gestion des flux migratoires, les associations sont devenues absolument indispensables pour l'État. C'est donc aussi avec la bénédiction des associations de jeunesse, de celles notamment qui se targuent d'œuvrer pour « l'émancipation des jeunes » et la « formation de l'esprit critique » (cf. encadré), que la vaste opération SNU est rendue possible. Sans un réseau de relais aussi fort, on se doute que l'armée (à peine 300 000 personnes à l'heure actuelle, civils compris) aurait eu grand mal à absorber, chaque année, les cohortes d'âges prévues (soit environ 700 000 adolescents par année!).

C'est dans ce contexte-là que

se fait la mise au pas des jeunes, que les deux semaines de leur engagement pour « l'intérêt général » se fasse auprès des tueurs uniformés ou des fidèles civils de cette société. Pour attaquer le SNU pour ce qu'il est vraiment, non seulement

l'abrutissement par l'armée mais aussi l'apprentissage de l'obéissance au patron (ou à la patronne) et la fidélité à la meilleure des sociétés qu'on connaît, il est indispensable de le replacer dans son contexte et de prendre en compte toutes

ses dimensions. Ainsi nous trouverons où se nichent les salauds amoureux des rangs, militaires ou civils.

Pour que l'arbre-SNU ne cache pas la forêt des conneries !

La gâchette et l'acné	p. 2	Une critique du Service National Universel (SNU) en résonance avec la collaboration entre l'Éducation Nationale, le patronat, le secteur associatif et l'armée, avec en plus un tract contre le SNU trouvé à Toulouse
Du bon usage du mal	p. 3	Une réflexion autour des guerres contemporaines, de leurs moyens et de leurs fins qui sont toujours les mêmes et de l'épineuse question des guerres qui se veulent "justes" qu'il est dangereux de gagner
Des lectures	p. 4	Où l'on citera une déclaration du début du siècle et une chanson, et où l'on harlera beaucoup de cadre, de désertion et de tout ce qui nous rappelle que pour vivre il faudrait ne pas mourir pour des bêtises

Armée, n.f.

Le sens moderne se substitue au XVI^e à l'ancien français *ost*, du latin *hostis*, d'abord « ennemi public », puis « troupe, armée », pour devenir « troupe ennemie » avec Rabelais. Le terme signifie aujourd'hui une troupe de brutes formées dans l'art de tuer. L'enrôlement se fait soit par la force, soit par l'invitation à se rendre utile à la société en tuant pour son profit. Attire particulièrement les jeunes prolétaires paumés en quête de cadre. Voir également : *décrochage*, n.m. ; *patrie*, n.f. ; *exploitation*, n.f. ; *abrutissement*, n.m.

#2



DE PASSAGE

Au cul les patries les frontières et les nations
Apériodique de critique sociale cuisiné maison / 2500 ex. distribués à la ville et à la campagne
Hiver et printemps 2020

J'aime la galette

Les annonces du gouvernement français quant à sa « politique d'immigration », à l'automne dernier, ont été remarquées (quand elles l'ont été, ce qui n'a pas fait trop de vagues non plus) pour des mesures comme la restriction de l'accès aux soins des sans-papiers, ou de la mise en place de quotas économiques selon les besoins du « marché de l'emploi » (ceci ne venant qu'officialiser une situation existante de fait).

L'une des mesures est pourtant encore possible à contrecœur : la construction de trois nouveaux CRA d'ici 2023, pour le plus grand plaisir de Castaner (ministre de l'Intérieur, qui s'enorgueillit : le nombre de places en CRA aura augmenté de 35 % par rapport au début du mandat).

- à Olivet (près d'Orléans) : près du campus de la Source, rue de Châteauroux (90 places) ;
- vers Bordeaux : sur un terrain à Pessac, sortie 13, près de l'aéroport (140 places) ;
- vers Lyon : à Colombier-Saugnieu, non loin de l'aéroport Lyon Saint-Exupéry et du CRA déjà existant de 104 places (140 places) ;

À nos pierres, nos pincés-monseigneur et nos potes !

Pour une poignée de dollars...

Le nerf de la guerre, on le sait, est toujours l'argent. Bonne nouvelle pour la France : son budget militaire augmentera encore (de +4,5%) en 2020, pour la troisième année consécutive. D'après la presse généraliste, les Armées bénéficient ainsi « de la plus forte hausse des crédits dans le projet de loi de finances pour 2020 ». Et selon les prévisions de la loi de programmation militaire 2019-2025 (LPM), ce n'est pas prêt de ralentir ! Tout ce fric ira fournir de nouveaux équipements de guerre, augmenter les rémunérations et prendre en charge les « surcoûts » des Opérations Extérieures (OPEX) et des Missions Intérieures (MISSINT).

Mais ce n'est pas la peine de hurler au loup quand il faut voir toute la meute : la hausse des budgets militaires est mondiale. Ils ont même atteint en 2018 leur niveau de 1988 (soit 1.822 milliards de dollars). Depuis dix ans, trois pays détiennent des records : +75 % pour le Pakistan, +28 % pour la Corée du Sud et +29 % pour l'Inde. S'il faut enfoncer des portes ouvertes, rappelons que les dépenses des uns nourrissent les recettes des autres, ces hausses de budget viennent engraisser non seulement les industries de guerre, mais aussi tous les professionnels du meurtre autorisé, du simple bidasse aux États eux-mêmes, qui restent les principaux acteurs de tous les conflits armés mondiaux.

En France, près d'un demi-million de personnes travaillent directement à rendre les guerres possibles : soit en faisant partie de l'armée, soit en bossant dans l'une des florissantes usines d'armement à quoi il faut ajouter tout ceux qui travaillent dans les laboratoires de recherche sur la défense ou l'armement : non seulement Saint-Gyr ou Polytechnique, mais aussi des labos au sein de fers tout ce qu'il y a de publiques et de généralistes : Montpellier 3, Panthéon-Sorbonne Paris 1, l'Institut français de géopolitique de Paris 8, l'Université de Bordeaux, l'Université Grenoble Alpes, ou Lyon III par exemple. Il y a encore à ajouter tous les emplois indirectement créés par le maillage industriel sur le territoire : combien de communes dont les équipements sont arrosés par de grosses taxes locales directement issues de la vente d'armes ? Et aussi à ajouter le boulot que font des boîtes comme Havas en diffusant les campagnes de recrutement de l'armée française (3,9 millions d'euros touchés en 2016). Bref, en France, la tuerie fait vivre, si l'on ajoute tous les chiffres, au moins 3 % des « actifs-ayant-un-emploi ».

Mais on aurait tort de ne voir dans la guerre qu'une histoire de gros sous. Faire la guerre en 2020 comme de tout temps, c'est aussi et toujours concourir pour le pouvoir. Créer des nations. Tracer des frontières. Faire des démonstrations de force. Les responsables n'ont pas grand-chose à cacher : c'est Le Drian lui-même qui a déclaré à l'Assemblée, le 17 décembre 2019 : « *Chacun le sait, ce qui se joue au Sahel, c'est notre propre sécurité en plus de celle des pays concernés : c'est la frontière sud de la sécurité de l'Europe et c'est un enjeu essentiel.* » George Mosse concluait en 1990 son étude sur la « brutalisation de la société » au XX^e siècle par ces mots : « *En fin de compte, le mythe de la guerre est indissociable du culte de la nation : si celui-ci tombe en désuétude, comme ce fut le cas après la Seconde Guerre mondiale en Europe centrale et occidentale, celle-ci est fatalement affaibli, mais si les nationalismes ressurgissent, en tant que religion civique, le mythe, à nouveau, les accompagnera.* » C'est valable aujourd'hui autant qu'hier.

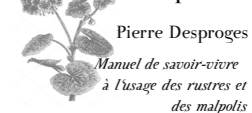
Il y a en permanence 10 000 militaires déployés sur le territoire français, et des guerres aux quatre coins du monde. Il nous a donc semblé indispensable de s'attaquer à la simple bidasse aux États eux-mêmes, qui restent les principaux acteurs de tous les conflits armés mondiaux. C'est valable aujourd'hui autant qu'hier.

par se heurter à sa propre ignorance : que sait-on précisément des guerres qui sont menées de nos jours ? On se rend compte en chemin qu'on manque d'outils. L'antimilitarisme n'ayant jamais été une spécialité française (on nous a fait remarquer que les traditions antimilitaristes espagnoles ou italiennes, par exemple, étaient bien plus fortes). Cela n'empêche pas d'avancer, mais le chemin reste plein d'ornières : il s'agit de détecter la guerre partout où elle se cache, sans trébucher sur les critiques qui ne seraient qu'économiques : ou qui prendraient parti pour un camp ; ou qui confondraient l'antimilitarisme et le principe abstrait de la non-violence, quitte à laisser faire l'ordre social en place (en 1940 déjà, le fameux pacifiste Giono défendait Vichy « qui apportait la paix »). C'est ce chemin qu'on a tenté de faire avec le texte *Du bon usage du mal*.

C'est qu'il ne faudrait pas esquiver la question au prétexte qu'elle serait piégée. Et c'est joyeux de voir les oppositions franches que les jeunes expriment depuis plus d'un an au projet de SNU (Service National Universel) et à son abrutissement massif par l'uniforme, les pompes et la *Marseillaise*. On a voulu contribuer à l'opposition à ce projet avec le texte *La gâchette et l'acné*, en lisant dans son contexte cette pas-si-nouvelle forme de mise au pas des jeunes en lien avec l'armée, la patrie et le travail. Ailleurs dans le monde, des filles et des gars prennent des risques pour échapper au service militaire et refuser de servir-leur-patrie. On a voulu les saluer dans *Les sentiers de la gloire*.

En 1973, aux lendemains de la guerre du Kippour, un groupe de jeunes révoltés regroupés autour du journal *Désir libertaire* diffusait un tract qui s'attaquait à la fureur de tous les politiciens du Moyen-Orient. Le tract était intitulé *Contre les illusions nationalistes, pour une alternative internationaliste* et signé par trois groupes socialistes : un parisien, un algérien et un israélien. Malgré l'altisme qui nous sépare de leur socialisme, nous faisons nôtre la position que ces gens affirmaient il y a presque cinquante ans : nous ne soutenons aucun camp, soit-il « opprimé », « millénaire » ou autrement bienveillant, dans l'effort de la guerre ; et pour autant, nous ne soutenons aucun effort de paix avec nos maîtres. Vue la violence inhérente à cette société, on ne peut pas s'opposer à la guerre sans porter des coups à tout ce et à tous ceux qui en ont besoin.

L'ennemi est bête : il croit que c'est nous l'ennemi, alors que c'est lui !
J'en ris encore !
L'ennemi se déguise parfois en géranium mais on ne peut pas s'y tromper, car, tandis que le géranium est à nos fenêtres, l'ennemi est à nos portes.



Pierre Desproges

Manuel de savoir-vivre à l'usage des rustres et des malpolis

... et pour quelques dollars de plus !

L'industrie militaire française compte notamment huit poids lourds dont les sièges se situent sur le « territoire national » : Renault Trucks Defense, Airbus Group, Thalès, Safran, Nexter, Dassault Aviation, MBDA et DCNS. L'État est actionnaire des quatre premiers, et le jeu de la bourse rapporte plusieurs milliards par an à son budget. Ces industries comptent non seulement sur les commandes de l'État pour prospérer, mais également sur les ventes d'armes à l'étranger (attention, ces armes ne doivent servir ni à commettre des crimes de guerre, ni à persécuter des populations), ou à ainsi que sur... la consommation civile. En effet, plusieurs de ces grands groupes (et la plupart de ceux qui sont plus petits mais innombrables) ne se limitent pas à produire du matériel militaire – et on les retrouve œuvrant à fournir du nucléaire civil, des hélicoptères, des ascenseurs et des avions, des logiciels d'identification biométrique, des technologies de télécommunication... La recherche et l'innovation font de permanents allers-retours entre les secteurs civils et militaires, se répandant dans tous les aspects de notre vie quotidienne.

Pour une analyse plus détaillée de l'économie de guerre française, on conseille la lecture de l'article *La France, fier exportateur mondial de mort hi-tech*, paru dans *Paris sous tension* #8 et disponible en ligne.

“ Des cailloux dans l’engrenage, l’enfance poil à gratter ”

Quels enfants allons-nous laisser à notre Terre ?

Pour petites et grandes oreilles à écouter ensemble.

Chaque 3e et 5e mercredi de 14 à 16 heures. L’indicatif est « Laissez les enfants » d’Anne Sylvestre.

Pour penser le monde avec les enfants sans asséner de discours ficelé d’avance.

Des cailloux dans l’engrenage pour enrayer la machine folle à la source, par l’éducation de nos enfants. Pour tenter de décrypter la désinformation des communicants qui manipulent les enfants.

L’enfance poil à gratter parce qu’à Radio Libertaire nous refusons de construire l’enfant comme le marché l’impose et qui est happé par la surenchère des machines-qui-pensent-à-ma-place conçues pour créer un consommateur décervelé soumis au pouvoir des marques et de la technique.

Pour laisser à la planète un individu constructeur, dégagé de toute forme de soumission à un quelconque pouvoir et prônant la coopération au lieu de l’hyper compétition.

Pour remplacer la destruction égoïste par l’intelligence collective.

Depuis décembre 2013. Les rubriques jeunesse sont : un CD du jour, des lectures de contes ou d’albums de littérature, l’agenda et souvent des invités mais aussi parfois les enfants

d’Intermèdes Robinson, une rubrique énervée ou enjuyée, philo ou jeu coopératif ... Et des feuilletons : la Commune de Paris en 1871, des extraits de la revue « Le vilain petit canard », l’Europe, les femmes pirates, être enfant sous la Retirada...

Florence.

Émissions à venir :

20 mai 2020 n°102 : non au service national universel (à 16 ans)

Émission initialement prévue pendant le confinement. Un collectif de jeunes explique pourquoi refuser le SNU, pernicieuse nouvelle forme d’embrigadement militarisant, destiné à toute une classe d’âge et déjà en expérimentation, qui prévoit être obligatoire entre autres pour obtenir le Bac et le permis de conduire.

La pandémie a-t-elle des incidences sur le danger de militarisation et de surveillance de la société dès le plus jeunes âge, via le numérique tout puissant, dont nous avons oublié les origines militaires ?

CD : Les Ogres de Barback 2019 "amours grises et colères noires"

The Wall

Alan Parker, 1982, 1h36

Initialement projeté le vendredi 13 avril 2018



We don’t need no education ! We don’t need no thought control !

The Wall est un film musical, dans lequel la musique des Pink Floyd est un élément aussi essentiel que les images. On y voit Pink, une rockstar enfermée chez lui, amorphe, gavé à la soupe télévisuelle et comment des morceaux de sa vie passée, en particulier les humiliations de l’enfance, lui reviennent sous forme cauchemardesque hallucinatoire, comme les briques d’un mur qui peu à peu s’est refermé sur lui. Tout commence par la mort de son père, soldat durant la seconde Guerre Mondiale. Il est donc éduqué par une mère tyrannique qui l’empêche de sortir, d’avoir des amis, d’être amoureux, de s’émanciper, de vivre. Malgré les rapports toxiques qu’il entretient avec sa mère, il reste prisonnier de sa relation avec elle. La famille est la fondation de son mur. Le mur de Pink se renforce à cause de l’école. Par l’enfermement, par la désindividualisation des élèves (montré par un masque que tous les élèves portent), par le professeur qui s’acharne à

humilier, punir les élèves et marteler des leçons. L’école est montrée comme une usine qui fait rentrer des enfants et les dépersonnalise, ne faisant sortir que des copies. la poésie, la musique et le rêve de brûler son école avec ses camarades sont les voies qui s’ouvrent à Pink pour sortir de ce cauchemar. Malgré son pessimisme, ce film puise dans les suites des années 70 son esthétique psychédélique et ce désir d’émancipation d’une génération en rupture violente avec ce que lui impose le monde dans lequel elle grandit, son ordre et sa morale. Le regarder aujourd’hui, c’est y chercher de quoi réveiller une époque dans laquelle on ne mesure plus à quel point l’école et la famille sont des institutions de maintien de l’ordre à travers lesquelles les adultes donnent violemment court à la vengeance contre l’abandon des aspirations de liberté de leur propre enfance, construisant ainsi l’acceptation d’un monde d’ordre et de prison.

Hey ! Teachers ! Leave them kids alone !



BIBLIOTHEQUE LES FLEURS ARCTIQUES
45 RUE DU PRE SAINT GERVAIS
PARIS 19EME
METRO PLACE DES FETES LIGNE 11